



## **Enquête harcèlement sexuel et sexisme à Radio France : un constat accablant, un plan d'action pas à la hauteur**

Après 6 mois d'un long travail d'écoute mené par l'enquêtrice Sophie Latraverse, le constat est glaçant, même s'il est loin d'être surprenant. Il dépasse largement les faits pointés dans les médias en mars dernier. La palette des problèmes identifiés est vaste : harcèlement sexuel, remarques sur le physique, sur la voix, blagues lourdes, dénigrement des femmes précaires, violence verbale, culture sexiste ancrées dans plusieurs collectifs de travail, mais aussi absence de régulation de ces violences par de nombreux encadrants, et dysfonctionnements à répétition du dispositif d'alerte interne ou du traitement RH de ces dossiers, ayant pour conséquence une profonde rupture de confiance et une fragilisation des victimes. La majeure partie de ces observations, nous les avons faites et partagées avec la direction ces dernières années. Elles ne sont plus mises en doute et c'est tant mieux.

### **Des sanctions, enfin**

Il y a une quinzaine de jours, une vague de procédures disciplinaires dans plusieurs stations du réseau France Bleu, ainsi que dans des chaînes et directions nationales de Radio France a été lancée. Sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement. S'il nous est impossible de nous prononcer sur le bien-fondé de ces décisions sans connaître la teneur de chaque dossier, nous sommes convaincus que Radio France doit réagir avec la plus grande fermeté face à des agissements insupportables. Ce changement d'attitude est plus que bienvenu. Il doit s'inscrire dans la durée.

Mais parallèlement, il y a une quinzaine de jours également, nous avons été saisis de situations, dont le traitement pose encore question. Pourquoi assiste-t-on au retour programmé de personnes sanctionnées pour propos sexistes répétés, au sein de collectifs de travail, mettant en danger des précaires et des témoins connus de tous ? Nous serons très attentifs à la manière dont ces dossiers seront gérés dans les prochains mois, ainsi qu'à la notion de l'équité.

### **Maillage d'élue.s référent.e.s harcèlement, un blocage incompréhensible**

Nous continuerons aussi de réclamer plus de personnes-relais, sur le terrain, pour faire remonter les alertes. Quelle n'est pas notre déception, en effet, de voir qu'après des semaines d'un dialogue pourtant constructif, notre proposition de mettre en place immédiatement un.e référent.e harcèlement côté salariés au niveau de chaque CSE, n'est pas retenue. La direction renvoie le problème à une négociation dans le cadre d'un protocole préélectoral en 2022 pour les élections professionnelles de 2023. Il est urgent d'attendre ! Une seule personne, tout aussi volontaire soit elle, pour 4 000 salariés ne suffit pas. Prenons exemple sur des entreprises de même taille que la nôtre et regardons les recommandations du code du travail. Dotons-nous dès maintenant d'un véritable maillage territorial de référent.e.s harcèlement.

Nous demandons par ailleurs que des objectifs clairs et des garanties soient apportés aux salarié.e.s concernant la durée de traitement des signalements. Des enquêtes qui durent des mois - avec une attente qui peut sembler interminable - découragent les victimes, les fragilisent. Et ce qu'entend faire la direction pour améliorer la communication auprès des équipes, reste extrêmement flou.

## **Le plan d'action de la direction n'est pas à la hauteur**

Sensibiliser les managers, assurer la confidentialité des alertes, externaliser certaines enquêtes... Tout cela est indispensable mais pas suffisant. Nous devons aller plus loin au regard de la gravité de la situation et de l'urgence à réguler ces agissements d'un autre âge.

Nous attendons enfin qu'une restitution de l'enquête de Sophie Latraverse soit faite auprès de toutes les personnes qui ont témoigné ces derniers mois et qu'une démarche soit entreprise envers l'ensemble des victimes passées, que l'entreprise n'aurait pas suffisamment protégées.

Pour la CGT, ce sont autant d'actes et de signaux forts qui montreront qu'une page est réellement en train de se tourner à Radio France.

Paris, le 6 octobre 2021